

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS ET DECRETS

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

ABONNEMENTS

Togo France et autres Pays d'expression française		1 an	6 mois
Ordinaire	1.300 frs	800 frs	
Avion	3.300 frs	1.700 frs	
ETRANGER		1 an	6 mois
Ordinaire	1.600 frs	900 frs	
Avion	3.750 frs	2.300 frs	
PRIX	Au comptant à l'imprimerie : 75 frs		
	Par porteur ou par poste :		
DU	Togo, France et autres Pays d'expression		
NUMERO	français 90 frs		
	Etranger Port en sus.		

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'EDITOGO B. P. 891 — Tél: 37-18 — LOMÉ

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne 80 frs
minimum 250 frs
Chaque annonce répétée : moitié prix :
minimum 250 frs

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION:
CABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

TÉLÉPHONE 27-01 — LOMÉ

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCES

1974

- 15 janv. — Ordonnance n° 3 portant approbation du compte administratif du Budget Annexe des chemins de fer du Togo — Exercice 1970. 47
- 15 janv. — Ordonnance n° 4 portant approbation du compte administratif du Budget Annexe des chemins de fer du Togo — Exercice 1971. 47

DECRETS

1973

- 28 déc. — Décret n° 73-228 accordant une grâce. 47
- 28 déc. — Décret n° 73-229 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat de l'arachide et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte 1973-74. 47
- 28 déc. — Décret n° 73-230 fixant les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte des palmistes 1974. 48
- 28 déc. — Décret n° 73-231 fixant les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte du coprah 1974. .. 49

- 28 déc. — Décret n° 73-232 fixant les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour les graines de ricin de la récolte 1973-74. 49
- Décret n° 73-161 du 13 septembre 1973 portant nominations et mutations de chefs de circonscription (recrutatif). 50

1974

- 15 janv. — Décret n° 74-4 portant approbation du budget du bureau de la main-d'œuvre du port 50
- 15 janv. — Décret n° 74-5 portant approbation du budget de la cité du port. 50
- 23 janv. — Décret n° 74-10 portant expulsion. 50

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

- Décisions portant nominations. 50

MINISTERE DE L'INTERIEUR

1973

- 19 déc. — Arrêté n° 152-INT-STCS portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la circonscription de Kandé, exercice 1973. 51
- 19 déc. — Arrêté n° 153-INT-STCS portant annulation et ouverture de crédits au budget additionnel de la circonscription d'Anécho, exercice 1973. .. 51
- 26 déc. — Arrêté n° 154-INT-STCS portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1973. 51
- 26 déc. — Arrêté n° 155-INT-STCS portant annulation et ouverture de crédits au budget de la régie municipale des transports urbains de Lomé, exercice 1973. 51
- 26 déc. — Arrêté n° 156-INT-STCS portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif de la circonscription de Nuatja, exercice 1973. 51
- 26 déc. — Arrêté n° 157-INT-STCS portant annulation et ouverture de crédits au budget additionnel de la circonscription d'Anécho, exercice 1973. 51
- 26 déc. — Arrêté n° 158-INT-STCS portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif de la circonscription de Sokodé, exercice 1973. 52

1974	
10 janv. — Arrêté n° 1-INT-STCS portant autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des circonscriptions.	52
10 janv. — Arrêté n° 2-INT-STCS portant autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des communes.	52
Arrêtés et décision portant titularisations, avancement d'échelon, régularisation de situation administrative, rappel à l'activité et exclusion temporaire.	52

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Arrêtés et décision portant inscription au tableau d'avancement, promotions et engagement.	53
---	----

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1973	
17 déc. — Décision n° 1345-MFE-TP-CF portant autorisation de paiement d'une somme à l'entreprise Clarence OLYMPIO à Lomé.	55
27 déc. — Arrêté interministériel n° 1-MFE-INT portant rectification de l'arrêté n° 1-INT-MFE du 8 mai 1972 autorisant l'ouverture d'un casino. ...	55
27 déc. — Arrêté n° 490-MFE portant virement et prorogation exceptionnelle de crédit.	55
28 déc. — Décision n° 1382-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme au fonds de garantie du conseil de l'entente à Paris.	56
31 déc. — Décision n° 1399-MFE-FO portant autorisation de paiement d'une somme au trésorier-payeur à Lomé.	56
Arrêté portant nomination.	56

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

1974	
10 janv. — Décision n° 14-MEN portant création d'école officielle.	56
Arrêté et décision portant nominations.	56

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêtés et décisions portant intégrations, admission dans divers corps de la fonction publique, titularisations, passage automatique d'échelon, détachement, mise en disponibilité, constatation d'absences irrégulières, radiation, suspension de fonctions et rectificatifs à de précédents arrêté et décision portant admission dans divers corps de la fonction publique et passage automatique d'échelon	56
---	----

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

1974	
4 — janv. — Arrêté n° 1-MTP-PT fixant le taux forfaitaire mensuel d'indemnité à payer aux agents téléphonistes du réseau des chemins de fer du Togo, en service à Lomé-gare.	64

MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

1974	
10 janv. — Arrêté interministériel n° 1-MCI-MTP fixant les prix de vente du ciment.	64
15 janv. — Arrêté n° 74-MCI-DC portant blocage des prix de vente des produits et des marchandises.	64

SECRETERIAT D'ETAT A LA PRESIDENCE CHARGE DU PLAN

1973	
24 déc. — Décision n° 35-SEPP-SFCEP portant autorisation de paiement d'une somme à l'église évangélique du Togo.	65

MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

1974	
15 janv. — Arrêté n° 1-MER-DGER portant institution de la carte d'identité professionnelle pour les agents du service de la protection des végétaux.	65
15 janv. — Arrêté n° 2-MER portant conditions d'introduction sur le territoire national des végétaux et matières végétales.	65

DIVERS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1973	
20 déc. — Arrêté n° 214-PR-MSPAS autorisant l'ouverture d'un dépôt de médicaments à Sangouéra (circonscription administrative de Lomé).	65
20 déc. — Arrêté n° 215-PR-MSPAS autorisant l'ouverture d'un dépôt de médicaments à Gamé (circonscription administrative de Tsévié).	65

MINISTERE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX

1973	
26 déc. — Arrêté n° 26-MJ accordant le bénéfice de la libération conditionnelle.	66

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

31 déc. — Arrêté n° 492-MFE-CR accordant une majoration pour famille nombreuse à M. WILSON B. Augustin.	66
31 déc. — Arrêté n° 493-MFE-CR accordant une majoration pour famille nombreuse à M. MABUDU Albert.	66
31 déc. — Arrêté n° 494-MFE-CR rapportant l'arrêté n° 160-MFEP-CR du 23 juin 1971 portant concession d'une pension militaire à M. ASSIH Jacques.	66
31 déc. — Arrêté n° 495-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. JOHN Ayi Ignacio.	66
31 déc. — Arrêté n° 496-MFE-CR portant révision de la pension de retraite de M. BOUTAMA Djétely Michel.	66
31 déc. — Arrêté n° 497-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. KANGNI Ekoué Joseph.	66
31 déc. — Arrêté n° 498-MFE-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. BAGUERIE N'Lébé.	67
31 déc. — Arrêté n° 504-MFE-FA portant création d'une caisse d'avance au service de la météorologie nationale.	67
Arrêtés et décisions portant désignation des membres de vérification d'encaisse et des comités de gestion de la société nationale d'investissement et fonds annexes, nomination d'un régisseur de caisse d'avance, affectation et occupation temporaire de terrains domaniaux et approbation de rôles.	67

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Décision portant admission à l'examen du brevet d'études de chef de chantier.	68
--	----

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

1973	
21 déc. — Arrêté n° 41-MTP-TP-AAU portant approbation du projet de lotissement des terrains appartenant à MM. David Tété THEMPSON TF 857 et Joseph ADUAYI TF 87 à Anécho.	69

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis nécrologiques.	69
--------------------------	----

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE****ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS****ORDONNANCES**

ORDONNANCE N° 3 du 15 janvier 1974 portant approbation du compte administratif du budget annexe des chemins de fer du Togo — exercice 1970.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 portant désignation du président de la République ;
Vu l'ordonnance n° 16 du 14 avril 1967 portant dissolution du comité de réconciliation nationale et formation du gouvernement ;
Vu l'ordonnance n° 33 du 22 novembre 1969 portant loi de finances pour l'exercice 1970 ;
Sur proposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications,

ORDONNE :

Article premier — Est approuvé le compte administratif du budget annexe des chemins de fer du Togo pour l'exercice 1970 arrêté en recettes à la somme de quatre cent vingt et un millions deux cent quarante cinq mille quatre vingt huit francs (421.245.088) et en dépenses à la somme de quatre cent cinquante deux millions vingt trois mille sept cent vingt neuf francs (452.023.729).

Art. 2 — L'excédent des dépenses sur les recettes soit trente millions sept cent soixante dix huit mille six cent quarante et un francs (30.778.641) sera viré au compte 114-33 (découvert et excédent de recettes du budget annexe des C.F.T.) et couvert par une subvention d'égale montant du budget général qui sera viré au même compte.

Art. 3 — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Lomé, le 15 janvier 1974

Général E. Eyadéma

ORDONNANCE N° 4 du 15 janvier 1974 portant approbation du compte administratif du budget annexe des chemins de fer du Togo, exercice 1971.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 portant désignation du président de la République ;
Vu l'ordonnance n° 16 du 14 avril 1967 portant dissolution du comité de réconciliation nationale et formation du gouvernement ;
Vu l'ordonnance n° 23 du 30 décembre 1970 portant loi de finances pour l'exercice 1971 ;
Sur proposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications,

ORDONNE :

Article premier — Est approuvé le compte administratif du budget annexe des chemins de fer du Togo pour l'exercice 1971 arrêté en recettes à la somme de trois cent

soixante dix sept millions quatre cent cinquante sept mille vingt quatre (377.457.024) francs et en dépenses à quatre cent quatre vingt trois millions cinq cent cinquante trois mille neuf cent quatre vingt dix (483.553.990) francs.

Art. 2 — L'excédent des dépenses sur les recettes, soit cent six millions quatre vingt seize mille neuf cent soixante six (106.096.966) francs sera viré au compte 114-33 (découvert et excédent de recettes du budget annexe des CFT) et couvert par une subvention d'égale montant du budget général qui sera viré au même compte.

Art. 3 — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Lomé, le 15 janvier 1974

Général E. Eyadéma

DECRETS

DECRET N° 73-228 du 28 décembre 1973 accordant une grâce.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre de l'intérieur ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 portant désignation du président de la République ;
Statuant dans l'exercice du droit de grâce,

DECRETE :

Article premier — Est gracié, pour compter de la date du présent décret, le nommé Ahouandjinou Appolinaire, fils de Ahouandjinou Houssou et de Zankli Yawa, détenu à la prison civile de Lomé, condamné le 11 octobre 1973, par arrêt contradictoire de la cour d'appel du Togo, à la peine de trois ans d'emprisonnement pour vol.

Art. 2 — Le garde des sceaux, ministre de la justice et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 28 décembre 1973

Général E. Eyadéma

DECRET N° 73-229 du 28 décembre 1973 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat de l'arachide et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte 1973-74.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et de l'industrie ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;
Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) ;
Vu le décret n° 73-133 du 15 juin 1973 fixant la date de fermeture de la campagne d'achat des arachides de la récolte 1972-73 ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — La date d'ouverture de la campagne d'achat des arachides de la récolte 1973 — 74 est fixée au 7 janvier 1974.

Art. 2 — Le prix d'achat au producteur des graines d'arachide décortiquées de ladite récolte est fixé à 29 F le kilogramme en tous points de traite.

Art. 3 — Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint, la valeur à facturer à l'office des produits agricoles du Togo est fixée à 37.610 francs cfa la tonne.

Art. 4 — Le ministre du commerce et de l'industrie et le ministre de l'économie rurale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 28 décembre 1973

Général E. Eyadéma

Campagne d'achat des arachides

Barème arachides 1973-74

PRIX D'ACHAT AU PRODUCTEUR	ZONE I	ZONE II	ZONE III	
	Région des Savanes	Région du Centre	Région des Plateaux et Région Maritime	
Francs cfa la tonne	29.000	29.000		29.000
1 Commission acheteur produit	800	800	800	
2 Transport au centre de collecte	6.000	2.490	1.500	
3 Manutention, loyer magasin acheteur agréé	313	313	313	
4 Transport par chemin de fer (y compris voie locale)	2.312	2.312	1.534	
	38.425	34.915	4.147	
Valeur nu-basculé Lomé				33.147
5 Sacherie 13 1/3 à 65			866	
6 Usure et montée sacherie 10 % + 45			132	
7 Financement 9 % sur 1 mois 1/2 V.L.M.			408	
8 Frais généraux fixes			1.680	
			3.086	
Valeur loco-magasin Lomé				36.233
9 Déchets 0,50 % sur V.L.M. moins sacherie			177	
10 Commission acheteur agréé			1.200	
			1.377	
Valeur à facturer à l'OPAT				37.610

Nota : Pour les arachides achetées dans la région des savanes et du centre, l'OPAT remboursera à l'acheteur agréé la différence entre la valeur nu-basculé Zone III et la valeur nu-basculé des deux autres Zones sur présentation des tickets de transport délivrés par le service du conditionnement à Lomé.

DECRET N° 73-230 du 28 décembre 1973 fixant les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte des palmistes 1974.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et de l'industrie ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;
Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le prix d'achat au producteur des palmistes pour la période du 7 janvier au 31 décembre 1974 est fixé à 22 francs cfa le kilogramme en tous points de traite.

Art. 2 — Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint, la valeur à facturer à l'office des produits agricoles du Togo est fixée à 30.565 francs cfa la tonne.

Art. 3 — Le ministre du commerce et de l'Industrie et le ministre de l'économie rurale sont chargés, chacun

en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 28 décembre 1973

Général E. Eyadéma

CAMPAGNE D'ACHAT DES PALMISTES BAREME PALMISTES 1974

Francs cfa la tonne

Prix d'achat au producteur	22.000
1 Commission, manutention, loyer magasin acheteur produit	800
2 Transport au centre de collecte	1.000
3 Manutention et loyer magasin acheteur agréé	519
4 Transport (y compris voie locale-)	615
	2.934
Valeur nu-basculé Lomé	24.934
5 Sacherie 12 1/2 à 65	813
6 Usure sacherie 10 %	81
7 Entrée et sortie magasin Lomé	307
8 Loyer magasin Lomé	200
9 Financement 9 % sur 3 mois V.L.M.	623
10 Frais généraux fixes	750
	2.774

Valeur loco-magasin Lomé	27.708
11 Déchets 3 % sur V.L.M.	831
12 Commission acheteur agréé	900
13 Transit (y compris voie locale) ..	1.126

2.857

Valeur à facturer à l'OPAT 30.565

DECRET N° 73-231 du 28 décembre 1973 fixant les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte du coprah 1974.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et de l'industrie ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;
Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1974 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le prix d'achat au producteur du coprah pour la période du 7 janvier au 31 décembre 1974 est fixé à 32 francs cfa le kilogramme en tous points de traite.

Art. 2 — Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint, la valeur à facturer à l'office des produits agricoles du Togo est fixée à 41.842 francs cfa la tonne.

Art. 3 — Le ministre du commerce et de l'industrie et le ministre de l'économie rurale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 28 décembre 1973

Général E. Eyadéma

CAMPAGNE D'ACHAT DU COPRAH BAREME COPRAH 1974

Prix d'achat au producteur base Anécho	32.000
1 Commission, manutention, loyer magasin acheteur produit	800
2 Transport au centre de collecte	500
3 Manutention, loyer magasin acheteur agréé	457
4 Transport (y compris voie locale)	420

2.177

Valeur nu-basculé Lomé	34.177
5 Sacherie 16 2/3 à 65	1.083
6 Usure sacherie 10 %	108
7 Entrée et sortie magasin Lomé	369
8 Loyer magasin Lomé	250
9 Financement 9 % 3 mois sur V.L.M.	847
10 Frais généraux fixes	800

3.457

Valeur loco-magasin Lomé	37.634
11 Déchets 5 % V.L.M.	1.882
12 Commission acheteur agréé	1.200
13 Transit (y compris voie locale)	1.126

4.208

Valeur à facturer à l'OPAT 41.842

DECRET N° 73-232 du 28 décembre 1973 fixant les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour les graines de ricin de la récolte 1973-74.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et de l'industrie ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;
Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le prix d'achat au producteur des graines de ricin pour la période du 7 janvier au 31 décembre 1974 est fixé à 19 francs cfa le kilogramme en tous points de traite.

Art. 2 — Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint, la valeur à facturer à l'office des produits agricoles du Togo est fixée à 27.349 francs cfa la tonne.

Art. 3 — Le ministre du commerce et de l'industrie et le ministre de l'économie rurale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 28 décembre 1973

Général E. Eyadéma

CAMPAGNE D'ACHAT DU RICIN BAREME RICIN 1974

Francs cfa la tonne

Prix d'achat au producteur base Anécho	19.000
1 Commission, manutention, loyer magasin acheteur produit	1.000
2 Transport au centre de collecte	800
3 Manutention, loyer magasin acheteur agréé	519
4 Transport (y compris voie locale)	550

2.869

Valeur nu-basculé Lomé	21.869
5 Sacherie 16 2/3 à 65	1.083
6 Usure sacherie 10 %	108
7 Entrée et sortie magasin Lomé	307
8 Loyer magasin Lomé	150
9 Financement 9 % sur 3 mois V.L.M.	560
10 Frais généraux fixes	800

3.008

Valeur loco-magasin Lomé	24.877
11 Déchets 3 % sur V.L.M.	746
12 Commission acheteur agréé	600
13 Transit (y compris voie locale)	1.126

2.472

Valeur à facturer à l'OPAT 27.349

DECRET N° 74-4 du 15 janvier 1974 portant approbation du budget du bureau de la main-d'œuvre du port, exercice 1973.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 12 du 7 avril 1967 portant création du port autonome de Lomé ;
Vu le décret 69-132 du 23 juin 1969 portant création du bureau de la main-d'œuvre du port de Lomé (B.M.O.P.) ;
Vu l'avis du conseil d'administration du port autonome de Lomé ;
Vu l'avis du comité de gestion du B.M.O.P. ;
Sur proposition conjointe du ministre des travaux publics, des mines et transports et du ministre des finances et de l'économie ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le budget de fonctionnement du bureau de la main-d'œuvre du port (B.M.O.P.) pour l'exercice 1973, est approuvé et arrêté en recettes à la somme de francs 54.600.000 et en dépenses à la somme de francs 54.386.000.

Art. 2 — Le ministre des travaux publics, mines et transports et le ministre des finances et de l'économie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 15 janvier 1974

Général E. Eyadéma

DECRET N° 74-5 du 15 janvier 1974 portant approbation du budget de la cité du port, exercice 1974.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 12 du 7 avril 1967 portant création du port autonome de Lomé, notamment son article 21 ;
Vu l'avis du conseil d'administration ;
Sur proposition conjointe du ministre des travaux publics, mines et transports et du ministre des finances et de l'économie ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le budget de fonctionnement de la cité du port de Lomé pour l'exercice 1973 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de frs. 13.200.000.

Art. 2 — Le budget d'investissement de la cité du port de Lomé pour l'exercice 1973 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de frs. 1.000.000.

Art. 3 — Le ministre des travaux publics, mines et transports et le ministre des finances et de l'économie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 15 janvier 1974

Général E. Eyadéma

Expulsion

Décret n° 74-10 du 23-1-74 — Est ordonnée l'expulsion du territoire de la République togolaise du nommé Cazaux Bernard, représentant de l'agence France presse au Togo, demeurant à Lomé.

Le nommé Cazaux Bernard sera expulsé dans un délai de vingt quatre heures à compter de la signature du présent décret.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Rectificatif

RECTIFICATIF du 24 décembre 1973 au décret n° 73-161 du 13 septembre 1973 portant nomination et mutation de chef de circonscription.

Au lieu de :

Art. 1 — Sont nommés chefs de circonscription :

de Niamtougou — Bil Emmanuel, instituteur.

Lire :

Art. 1. — Sont nommés chefs de circonscription :

de Niamtougou — Bilohéna Emmanuel, instituteur.

Le reste sans changement.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Nominations

Décision n° 59-MAE du 5-10-73 — M. Djelou Emmanuel, administrateur civil de 2^e classe 4^e échelon, mis précédemment en service à la division économique et de la coopération technique est nommé directeur-adjoint de la division des affaires administratives et de la coopération culturelle.

La présente décision a effet pour compter du 13 septembre 1973.

Décision n° 63/MAE du 10/10/73. — M. Randolph Emile, administrateur civil de 2^e classe 4^e échelon, mis en position d' "appel par ordre" pour la période du 8 août au 16 septembre 1973, est nommé directeur de la division des affaires économiques et de la coopération technique pour compter du 17 septembre 1973.

Décision n° 79-MAE du 28-12-73. — M. Ekue-Hettah Gilbert, aide comptable de 6^e catégorie échelle C, en service à l'ambassade de la République togolaise à Lagos (Nigéria), est nommé chancelier a. i. de ladite ambassade, en remplacement de M. Evoda Jean appelé à d'autres fonctions.

La présente décision a effet pour compter du 6 septembre 1973.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Annulations et ouvertures de crédits

Arrêté n° 152-INT-STCS du 19-12-73 — Est approuvée l'annulation de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la circonscription de Kandé, exercice 1973 :

Chapitre VII. — Services sociaux (personnel)

Article 1 — Enseignement et sports 20.000

Est approuvée l'ouverture de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la circonscription de Kandé, exercice 1973 :

Chapitre II — Service d'administration régionale (personnel).

Article 4 — Indemnités aux régisseurs et collecteurs, contrôleurs de recettes 20.000

Arrêté n° 153/INT/STCS du 19/12/73 — Est approuvée l'annulation de crédits aux chapitre et article ci-après du budget additionnel de la circonscription d'Anécho, exercice 1973 :

Chapitre XII — Autres dépenses extraordinaires

Article 1 — Acquisition 550.000

Est approuvée l'ouverture de crédits aux chapitre et article ci-après du budget additionnel de la circonscription d'Anécho, exercice 1973.

Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien

Article 1 — Entretien des routes et ponts etc... 550.000

Arrêté n° 154/INT/STCS du 26/12/73 — Est approuvée l'annulation de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1973 :

Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien.

Article 1 — Voirie municipale, entretien des rues etc 240.000

Est approuvée l'ouverture de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1973 :

Chapitre II — Service d'administration municipale (personnel) —

Article 7 — Frais d'élections et préparations ... 240.000

Arrêté n° 155/INT/STCS du 26/12/73 — Est approuvée l'annulation de crédits aux chapitre et article ci-après du budget de la régie municipale des transports urbains de Lomé, exercice 1973 :

Chapitre III — Sce. d'administration de la régie des transports (matériel).

Article 8 — Habillement du personnel 100.000

Est approuvée l'ouverture de crédits aux chapitre et article ci-après du budget de la régie municipale des transports urbains de Lomé, exercice 1973 :

Chapitre III — Service d'administration de la régie des transports (matériel) —

Article 6 — Achat de tickets 100.000

Arrêté n° 156/INT/STCS du 26/12/73 — Sont approuvées les annulations de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription de Nuatja, exercice 1973 :

Chapitre II — Service d'administration régionale (personnel) —

Article 1 — Traitement (principal et accessoire) du personnel de bureau titulaire 30.000

Article 2 — Salaire du personnel de bureau non titulaire 35.000

Article 4 — Indemnités aux régisseurs et collecteurs contrôleurs de recettes 50.000

Chapitre IV — Service des travaux régionaux (personnel) —

Article 1 — Traitement (principal et accessoire) du personnel titulaire 66.000

181.000

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription de Nuatja, exercice 1973 :

Chapitre III — Service d'administration régionale (matériel) —

Article 1 — Frais d'imprimés et abonnement à diverses publications administratives 21.000

Chapitre IV — Service des travaux régionaux (personnel)

Article 3 Indemnités et gratifications diverses 25.000

Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien —

Article 1 Entretien des routes et ponts 70.000

Article 2 — Entretien des rues-jardins — marchés etc 15.000

Article 4 — Entretien et fonctionnement des véhicules 50.000

181.000

Arrêté n° 157/INT/STCS du 26/12/73 — Est approuvée l'annulation de crédits aux chapitre et article ci-après du budget additionnel de la circonscription d'Anécho, exercice 1973 :

Chapitre XII — Autres dépenses extraordinaires —

Article 1 — Acquisition 200.000

Est approuvée l'ouverture de crédits aux chapitre et article ci-après du budget additionnel de la circonscription d'Anécho, exercice 1973 :

Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien —

Article 1 — Entretien des routes et ponts etc ... 200.000

Arrêté n° 158/INT/STCS du 26/12/73 — Sont approuvées les annulations de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription de Sokodé, exercice 1973 :

Chapitre II — Service d'administration régionale (personnel) —

Article 2 — Salaires du personnel non titulaire 31.500

Article 3 — Indemnités — gratifications et remboursement de frais 80.000

Chapitre VI — Charge des exploitations à caractère industriel ou commercial —

Article 1 — Campement 5.000

Chapitre VII — Services sociaux (personnel) —

Article 3 — Dispensaires 79.572

196.072

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription de Sokodé, exercice 1973 :

Chapitre III — Service d'administration régionale (matériel) —

Article 1 — Frais d'imprimés et abonnement à diverses publications administratives 105.200

Article 2 — Frais de bureau 10.000

Article 4 — Moyens de transport 15.000

Chapitre IV — Service des travaux régionaux (personnel) —

Article 2 — Traitement (principal et accession) du personnel non titulaire 3.500

Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien —

Article 1 — Entretien des routes et ponts ... 22.372

Article 4 — Entretien et fonctionnement des véhicules 20.000

Chapitre X — Dépenses diverses —

Article 1 — Fêtes et réceptions publiques 20.000

196.072

Autorisations spéciales de dépenses

Arrêté n° 1-INT-STCS du 10-1-74. — Sont accordées des autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des circonscriptions de Lomé, Aného, Vogan, Tabligbo, Tsévié, Klouto, Nuatja, Atakpamé, Akposso, Sokodé, Sotouboua, Bassari, Bafilo, Lama-Kara, Niamtougou, Pagouda, Kandé, Mango et Dapango, exercice 1974 représentant le 12^e des budgets de l'exercice 1973 pour faire face aux dépenses du mois de janvier 1974.

Arrêté n° 2-INT-STCS du 10-1-74. — Sont accordées des autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des communes de Lomé, Tsévié, Aného, Palimé, Atakpamé, Sokodé et Bassari, exercice 1974 représentant le douzième des budgets de l'exercice 1973 pour faire face aux dépenses du mois de janvier 1974.

Titularisations — Avancement d'échelon

Arrêté n° 148-INT-DSN-DAPM du 17-12-73. — En application des dispositions prévues par les articles 48 et 51 de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969, ainsi qu'à celles prévues par l'article 35 du décret n° 69-122 du 10 juin 1969, les élèves officiers de police adjoints ci-dessous désignés sont nommés officiers de police adjoints stagiaires (indice 650 - chapitre 14, article 7 du budget général) à compter du 1^{er} novembre 1973 :

Daketse Timothée

Kog' e Seth

Kombaté Clément

Mégbénou Gérard

Méba Adolphe

Tchindo Paul.

Mensah Daku Andréas

Pendant toute la durée de leur situation de fonctionnaires stagiaires, les intéressés à l'exception de M. Méba Adolphe :

1 — ne seront pas assujettis à l'exercice de retenues pour constitution de pension de retraite;

2 — bénéficieront tous de l'indemnité de risques aux taux d'officiers de police adjoints conformément à l'article 5 du décret n° 69-124 du 12 juin 1969.

Arrêté n° 149-INT-DSN-DAPM du 17-12-73. — En application des dispositions prévues par les articles 48 et 51 de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969, ainsi qu'à celles prévues par l'article 61 du décret n° 69-122 du 10 juin 1969, l'élève-gardien de la paix Kantem Milaka est nommé gardien de la paix stagiaire (indice 325 — chapitre 14 — article 7 du budget général) à compter du 5 juillet 1973.

Pendant toute la durée de sa situation de gardien de la paix stagiaire M. Kantem Milaka :

1 — ne sera pas assujetti à l'exercice des retenues pour constitution de pension de retraite;

2 — bénéficiera de l'indemnité de risques au taux de gardien de la paix conformément aux dispositions prévues par l'article 5 du décret n° 69-124 du 12 juin 1969.

Arrêté n° 151-INT-DSN-DAPM du 17-12-73. — Par application des dispositions prévues par les articles 35 et 36 du décret n° 69-122 du 10 juin 1969 et celles prévues par les articles 66 et 87 de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969, les officiers de police adjoints stagiaires, Ahou Appolinaire et Ouro-Koura Fousséni qui ont accompli la période réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi aux dates ci-après et avancés comme suit :

Ahou Appolinaire

1-9-71 — officier de police-adjoint de 2^e cl. 1^{er} éch. — A. C. 1 an

1-9-72 — officier de police-adjoint de 2^e cl. 2^e éch. — A. C. néant

Ouro-Koura Fousséni

1-10-72 — officier de police-adjoint de 2^e cl. 1^{er} éch. — A. C. 1 an

1-10-73 — officier de police-adjoint de 2^e cl. 2^e éch. — A. C. néant.

Régularisation de situation administrative

Arrêté n° 150-INT-DSN-DAPM du 17-12-73. — Le traitement mensuel de l'élève-gardien de la paix Tchafalo Souleymane qui a terminé la période de préparation militaire et qui commence le stage de formation professionnelle est porté à l'indice 300 — chapitre 14, article 7 du budget général à compter du 15 août 1973.

Pendant toute la durée de son stage de formation professionnelle l'intéressé :

1 — ne sera pas assujéti à l'exercice de retenues prévues pour constitution de pension de retraite;

2 — ne bénéficiera pas de l'indemnité de risques instituée par le décret n° 69-124 du 12 juin 1969.

Rappel à l'activité

Arrêté n° 3-INT-DSN-DAPM du 10-1-74. — M. Gboudi Moïse, officier de police-adjoint de 2^e classe 2^e échelon exclu temporairement de ses fonctions par arrêté n° 121/INT/DSN-DAPM, du 12 octobre 1973 pour faute grave en service, est rappelé à l'activité à compter du 1^{er} janvier 1974.

Exclusion temporaire

Décision n° 1-INT-DSN-DAPM du 10-1-74 — En application des dispositions prévues par l'article 97 de l'ordonnance n° 69-11 du 10 juin 1969, M. Nayo Céphas, gardien de la paix de 5^e échelon est exclu de ses fonctions pour faute grave en service à compter du 1^{er} février 1974 pour une durée de trois (3) mois.

Pendant toute la durée de son exclusion de fonctions M. Nayo Céphas :

1 — n'aura pas droit à son traitement ;

2 — continuera à percevoir la totalité des allocations à caractère familial auxquelles il peut prétendre.

MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE**Tableau d'avancement**

Arrêté n° 1/PR/MDN du 7-1-74 — Les officiers dont les noms suivent, en service dans les forces armées togolaises, sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1974 :

GENDARMERIE NATIONALE TOGOLAISE**Pour le grade de colonel**

Le lieutenant-colonel Djafa'o Aliou Albert

Pour le grade de lieutenant-colonel

Le chef d'escadron Chango Janvier

Pour le grade de capitaine

Le lieutenant Assih Sévérin

1^{er} REGIMENT INTERARMES TOGOLAIS**Pour le grade de lieutenant-colonel****Les chefs de bataillon**

Tchama Christophe
Kongo Koffi Rainhi
Adewui K. Robert

Pour le grade de chef de bataillon

Le capitaine Amegee Emmanuel

Pour le grade de capitaine

Le lieutenant Agbogao Paul

ESCADRILLE NATIONALE TOGOLAISE**Pour le grade de capitaine**

Le lieutenant Nabédé Adolphe

SERVICE DE SANTE**Pour le grade de médecin-capitaine**

Le médecin-lieutenant Tatangué Ali

Promotions

Arrêté n° 210-PR-MDN du 19-12-73 — Est promu lieutenant — échelon 3 — indice 1650 dans les forces armées togolaises, à compter du 1^{er} janvier 1974, le sous-lieutenant Sassaka Jonas.

Arrêté n° 2-PR-MDN du 7-1-74 — Est promu au grade de lieutenant-colonel — échelon unique — indice 2.800 dans les forces armées togolaises pour compter du 1^{er} janvier 1974, le chef d'escadron Chango Janvier.

Arrêté n° 3-PR-MDN du 7-1-74 — Est promu chef de bataillon — échelon 3 — indice 2.500 dans les forces armées togolaises à compter du 1^{er} janvier 1974, le capitaine Amegee Emmanuel.

Arrêté n° 4-PR-MDN du 7-1-74 — A compter du 1^{er} janvier 1974, les militaires dont les noms suivent en service dans les forces armées togolaises sont promus aux grades ci-après :

1^{er} REGIMENT INTERARMES TOGOLAIS**Au grade d'adjudant-chef**

adjudant Redah Thomas — échelon 3 — indice 1200

Au grade d'adjudant

sergent-chef Telou Antoine — échelon 1 — indice 900
sergent-chef Ahondo Mathias — échelon 2 — indice 950

Au grade de sergent-chef

sergent Degbe Comlan — échelon 2 — indice 750
sergent Boboli Kaliké — échelon 4 — indice 850

Au grade de sergent

caporal-chef Douayer Paul — échelon 2 — indice 500
 caporal-chef Hundt Léonce Christian — échelon 2 — indice 500
 caporal-chef Lare Massama — échelon 3 — indice 550
 caporal-chef Sohu N'Gani Jules — échelon 3 — indice 550
 caporal-chef Oumate Oumorou — échelon 2 — indice 500
 caporal-chef Senta Somié — échelon 2 — indice 500
 caporal-chef Banasse Hilaire — échelon 2 — indice 500
 caporal-chef Adjana Kalimsa — échelon 4 — indice 600

Au grade de caporal-chef

caporal Adjana Sohu 645 — échelon 2 — indice 495
 caporal Lamboni François 426 — échelon 3 — indice 495
 caporal Kolani Célestin 775 — échelon 2 — indice 455
 caporal Kongo Afaoubi 316 — échelon 3 — indice 495
 caporal Koffi Omer 321 — échelon 3 — indice 495
 caporal Laoukpinti Laré 978 — échelon 2 — indice 455
 caporal Fumey Raphaël 1391 — échelon 1 — indice 350
 caporal Morou Zibilila 252 — échelon 3 — indice 495
 caporal Adekanbi Mouftawo 649 — échelon 2 — indice 455
 caporal Gnassingbé Joseph 496 — échelon 2 — indice 455.

A l'emploi de 1^{re} classe

soldat de 2^e cl. Daw Albani N° Mle 0691 éch. 2 indice 350
 soldat de 2^e cl. Banabessé Félix N° Mle 0877 éch. 2 indice 350
 soldat de 2^e cl. Blewussi Koffi N° Mle 0871 éch. 2 indice 350
 soldat de 2^e cl. Aguim Bamna N° Mle 0599 éch. 2 indice 350
 soldat de 2^e cl. Belei Kokou N° Mle 0885 éch. 2 indice 350
 soldat de 2^e cl. Amouzou Jean N° Mle 0805 éch. 2 indice 350
 soldat de 2^e cl. Dolla Alladouna N° Mle 0091 éch. 4 indice 420
 soldat de 2^e cl. Magalaeto Kodjo N° Mle 0724 éch. 2 indice 350
 soldat de 2^e cl. Tchakou Kpemba N° Mle 1717 éch. 1 indice 310
 soldat de 2^e cl. Tikpaba Jérôme N° Mle 1675 éch. 1 indice 310
 soldat de 2^e cl. N'po Itonti N° Mle 0101 éch. 4 indice 420
 soldat de 2^e cl. Akollor Séverin N° Mle 0552 éch. 2 indice 350
 soldat de 2^e cl. Afoleho Prosper N° Mle 1118 éch. 1 indice 310
 soldat de 2^e cl. Barnabo Djabongue N° Mle 1697 éch. 1 indice 310

soldat de 2^e cl. Alawi Grégoire N° Mle 0848 éch. 2 indice 350
 soldat de 2^e cl. Kotor Thomas N° Mle 0940 éch. 2 indice 350
 soldat de 2^e cl. Passah Valentin N° Mle 1018 éch. 2 indice 350
 soldat de 2^e cl. Ayivi Georges N° Mle 0802 éch. 2 indice 350
 soldat de 2^e cl. Gonanin Djonandja N° Mle 1364 éch. 1 indice 310
 soldat de 2^e cl. Komlavi Clément N° Mle 047 éch. 2 indice 350
 soldat de 2^e cl. Bayamina Mimona N° Mle 1261 éch. 1 indice 310
 soldat de 2^e cl. Yata Tchoua N° Mle 0420 éch. 3 indice 360
 soldat de 2^e cl. Dovi Agbéga Jean N° Mle 0903 éch. 2 indice 350
 soldat de 2^e cl. Tebie Tcha Germain N° Mle 1680 éch. 1 indice 310
 soldat de 2^e cl. Houndjago Benoît N° Mle 932 éch. 2 indice 350
 soldat de 2^e cl. Denou Désiré N° Mle 0563 éch. 2 indice 350
 soldat de 2^e cl. Kpandjao Antoine N° Mle 0962 éch. 2 indice 350
 soldat de 2^e cl. Nakongui Nassoma N° Mle 1380 éch. 1 indice 310
 soldat de 2^e cl. Martin Paul N° Mle 0991 éch. 2 indice 350
 soldat de 2^e cl. Tchonda Pouweyem N° Mle 1044 éch. 2 indice 350

ESCADRILLE NATIONALE

Au grade de sergent-chef

sergent Hihetah Sylvanus — éch. 1 indice 700

A l'emploi de 1^{re} classe

soldat de 2^e classe Logossou Jean-Marie 0324 — éch. 2 indice 350

GENDARMERIE NATIONALE

Au grade d'adjudant

mdl/chef Johnsen Robert — éch. 3 indice 1050
 mdl/chef Naki Baba — éch. 3 indice 1050

Au grade de mld-chef

gendarme Azote Djobo Philippe — éch. 1 indice 700
 gendarme Fiobedou Thomas — éch. 3 indice 800

Au grade de gendarme

gend. adjt. 1^{re} cl. Takara Théodore 449 — éch. 4 indice 600
 gend. adjt. 1^{re} cl. Seidou Issifou 570 — éch. 3 indice 550
 gend. adjt. 1^{re} cl. Awoubila Sossa 376 — éch. 4 indice 600
 gend. adjt. 1^{re} cl. Mamah Léopold 530 — éch. 4 indice 600

Au grade de gendarme de 1^{re} classe

- gend. adjt. 2^e cl. Amouzou Assou 377 — éch. 4 indice 420
 gend. adjt. 2^e cl. Daga Kodjovi 465 — éch. 4 indice 420
 gend. adjt. 2^e cl. Kpandja Napo 565 — éch. 3 indice 395
 gend. adjt. 2^e cl. Amana K. Antoine 493 — éch. 4 indice 420

MUSIQUE PRINCIPALE DES FORCES ARMEES TOGOLAISES**Au grade de musicien hors classe**

musicien 1^{re} cl. Tengué Pierre — éch. 4 indice 850

Au grade de musicien de 1^{re} classe

musicien titulaire Sowou Raphaël 024/M — éch. 4 indice 600

Au grade de musicien titulaire

- élève-musicien titulaire Zoumaro Napo 101/M — éch. 1 indice 320
 élève-musicien titulaire Dare Koffi 081/M — éch. 1 indice 320
 élève-musicien titulaire Gameda Théophile 085/M — éch. 1 indice 320
 élève-musicien titulaire Tené Ignace 098/M — éch. 1 indice 320

Engagement

Décision n° 215-PR-MDN du 26-12-73. — M. Dogble Kossi Victor est engagé dans l'armée nationale togolaise à compter du 1^{er} janvier 1974 et affecté pour ordre à l'escadron nationale togolaise comme :

soldat de 2^e cl. N° Mle 73-01 — 2.192.

MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

ARRETE INTERMINISTERIEL N° 1-MFE/INT du 27 décembre 1973 portant rectification de l'arrêté n° 1/INT/MFE du 8 mai 1972 autorisant l'ouverture d'un casino.

LE MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE,
LE MINISTRE DE L'INTERIEUR,

Vu la loi n° 61-31 du 26 août 1961 modifiée par l'ordonnance n° 13 du 13 juillet 1970 portant dérogation à l'article 410 du code pénal interdisant la tenue de maison de jeux de hasard ;

Vu la demande présentée par MM. Vasquez senior et junior tendant à obtenir l'autorisation de tenir une maison de jeux de hasard ;

Vu la lettre du ministre de l'intérieur en date du 13 avril 1972 ;

Vu la lettre du 12 mars 1973 de MM. Joseph Gabriel Vasquez senior et junior.

ARRESENT :**Au lieu de :**

Article premier — MM. Vasquez senior et junior, domiciliés à Lomé-hôtel "le Bénin" reçoivent l'autorisation de tenir une maison de jeux de hasard dans les locaux spécialement réservés et aménagés à cet effet à l'hôtel "le Bénin".

Ils seront tenus de se conformer pour tout ce qui concerne ladite maison de jeux appelée "CASINO AFRICA" d'une part, aux prescriptions de la loi du 26 août 1961 modifiée par l'ordonnance du 13 juillet 1970 et de la réglementation en vigueur sur les jeux de hasard et d'autre part aux clauses d'un cahier des charges qu'ils devront soumettre à l'agrément conjoint des ministres de l'intérieur et des finances.

Lire :

Article premier — MM. Joseph Gabriel Vasquez senior et junior, hommes d'affaires américains demeurant à Lomé B.P. 1296, sont autorisés à tenir une maison de jeux de hasard dans des locaux spécialement réservés et aménagés à cet effet dans l'enceinte de l'hôtel "TROPICANA".

Ils seront tenus de se conformer pour tout ce qui concerne ladite maison de jeux appelée "CASINO AFRICA", d'une part, aux prescriptions :

a) de la loi du 26 août 1961 modifiée par l'ordonnance du 13 juillet 1970 ;

b) de la réglementation en vigueur au Togo sur les jeux de hasard ; et d'autre part,

aux clauses d'un cahier des charges qu'ils devront soumettre à l'agrément conjoint du ministre des finances et de l'économie et du ministre de l'intérieur.

Art. 2 — Les autres articles de l'arrêté n° 1/INT/MFE du 8 mai 1972 susvisé demeurent sans changement.

Art. 3 — Est abrogé le rectificatif du 5 mars 1973 à l'arrêté sus-mentionné.

Lomé, le 27 décembre 1973

Le ministre des finances et de l'économie,

Ed. Kodjo

Le ministre de l'intérieur,

J. Bagnah

Prorogation exceptionnelle de crédit

Arrêté n° 490-MFE du 27-12-73. — Est autorisé le virement d'un crédit de deux millions neuf cent cinquante deux mille (2.952.000) francs, du chapitre 14, article 5 paragraphe 1b au chapitre 15, article 4 du budget général, exercice 1973.

Ce crédit destiné à faire face aux dépenses urgentes de matériel des gardiens de circonscription en formation militaire, sera régularisé au prochain collectif, exercice 1973.

Sera prorogée jusqu'au 28 février 1974, la période pendant laquelle pourront se régler les dépenses afférentes audit crédit.

Le directeur des finances, ordonnateur-délégué et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Autorisations de paiement

Décision n° 1345-MFE-TP-CF du 17-12-73. — Est autorisé le paiement au profit de l'entreprise Clarence Olympio représentant le consortium titulaire du marché n° 21/71/TP et le BCEOM titulaire du marché n° 20/71/TP, de

la somme de 70.000.000 de francs en complément des crédits de financement FAC des marchés précités.

Le directeur des travaux publics, le directeur du service de financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur du Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

La dépense est imputable au budget d'investissement gestion 1973, titre II, chapitre 2, article I, paragraphe I, rubrique b.

Décision n° 1382-MFE-F du 28-12-73. — Est autorisé le paiement au profit du fonds de garantie du conseil de l'entente, de la somme de vingt quatre millions (24.000.000) de francs cfa représentant la contribution du Togo au budget de fonctionnement dudit organisme pour l'année 1973.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 18.586.801 D à la BIAO, 9 avenue de Messine, Paris 8^e ouvert au nom dudit fonds.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1973, chapitre 41, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 1399-MFE-FO du 31-12-73. — Est autorisé au profit du budget général, exercice 1973, le prélèvement de la somme de cinq cent millions (500.000.000) de francs cfa sur le compte hors budget n° 115-60, gestion 1973, intitulé "produits des participations financières de l'Etat".

Cette somme sera mandatée au nom du trésorier-payeur à Lomé et constatée en recette au paragraphe VI, ligne 70 du budget général.

Le directeur des finances, ordonnateur-délégué, le contrôleur financier et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nomination

Arrêté n° 489-MFE-SG du 18-12-73. — M. Laurent Gaba, administrateur civil de 2^e classe 3^e échelon, est nommé directeur du budget général.

Les traitements de M. Gaba sont imputables au budget général, chapitre 8, article 5.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

DECISION N° 4-MEN du 10 janvier 1974 portant création d'école officielle.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu l'arrêté n° 32-E du 18 janvier 1935 organisant l'Enseignement officiel au Togo ;

Vu la lettre n° 73-888-IPDLK du 1^{er} octobre 1973 de l'inspecteur primaire de Lama-Kara ;

Sur proposition du directeur de l'enseignement du premier degré,

DECIDE :

Article premier — Il est créé à Tcharé, circonscription administrative de Lama-Kara, une école officielle en remplacement de l'école évangélique de la même localité.

Art. 2 — La présente décision prend effet à compter du 1^{er} octobre 1973 et sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 10 janvier 1974

B. Malou

Nominations

Arrêté n° 1-MEN du 8-1-74. — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 28/MEN du 9 décembre 1973 portant nomination de M. Mazna Pierre comme secrétaire général à l'Université du Bénin.

M. Bakpessi Jean, professeur de 3^e classe 2^e échelon mis à la disposition du ministère de l'éducation nationale est nommé secrétaire général à l'université du Bénin.

Son traitement sera imputé sur le chapitre 42, article 16 du budget général pour compter du 1^{er} janvier 1974.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Décision n° 2-MEN du 8-1-74. — M. Akakpo Moïse, professeur de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire, en service au collège d'enseignement général de Bafilo, est nommé directeur du collège d'enseignement général de Kétau.

La présente décision prend effet pour compter de la date de signature.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Intégrations

Arrêté n° 970-MFP du 31-12-73. — M. Biliwa A. Jacques, adjoint technique de 2^e classe 3^e échelon du corps des fonctionnaires de l'agriculture, titulaire du diplôme de l'école nationale d'agriculture de Tové, est admis dans la hiérarchie supérieure en qualité d'ingénieur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie B - indice 750) pour compter du 1^{er} juillet 1973.

Arrêté n° 971-MFP du 31-12-73. — Mme Loko-Donou Eliane, née Schneider, institutrice décisionnaire, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré (série technique et économie), est admise dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'institutrice de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B - indice 750).

L'intéressée conserve son affectation actuelle.

Mme Loko-Donou dont la rémunération est supérieure à celle de sa catégorie professionnelle actuelle, con-

servera ce salaire jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, elle atteigne un émoluments égal ou supérieur.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 972-MFP du 31-12-73. — M. Vimegnon Mebor Joseph, inspecteur de 2^e classe 2^e échelon (indice 1200) du corps des fonctionnaires du trésor, titulaire de la licence en droit (option droit privé - carrière affaires) de l'université d'Abidjan, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'inspecteur central de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie A1 - indice 1300) A. C. : néant.

L'intéressé conserve son affectation actuelle.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 973-MFP du 31-12-73. — M. Atsou Jacob, attaché d'administration de 2^e classe 4^e échelon (indice 1.400) du corps des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire de la licence en droit (option droit privé - carrière affaires) de la faculté de droit de l'université d'Abidjan (République de Côte d'Ivoire), est nommé administrateur civil de 2^e classe 2^e échelon (catégorie A1 - indice 1450) pour compter du 1^{er} décembre 1973 - A. C. : 9 mois 9 jours.

L'intéressé conserve son affectation actuelle.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la date pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 974-MFP du 31-12-73. — M. Aidam Kwawu Georges, instituteur adjoint de 3^e classe 3^e échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du diplôme universitaire d'études littéraires (DUEL II), est nommé professeur des collèges d'enseignement général de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 - indice 1100).

L'intéressé conserve son affectation actuelle.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Admissions

Arrêté n° 975-MFP du 31-12-73. — M. Ekoule Sylvain, titulaire du brevet d'études du premier cycle, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C - indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 976-MFP du 31-12-73. — Mlles. Segbor Afivavi Ellen Laura et Dermane Abiba Justine, titulaires du certificat d'aptitude à la maîtrise d'éducation physique et sportive de l'institut national de la jeunesse et des sports

d'Abidjan (République de Côte d'Ivoire), sont admises dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de maîtresses d'éducation physique et sportive de 3^e classe 2^e échelon stagiaires (catégorie B - indice 850) et mises à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports, de la culture et de la recherche scientifique (chapitre 32, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressées.

Arrêté n° 977-MFP du 31-12-73. — M. Amevor Fiomégbé Lucas, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle à la maîtrise d'éducation physique et sportive du centre régional d'éducation physique et sportive d'Airt-El-Turck (Algérie), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de maître d'éducation physique et sportive de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B - indice 750) et mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports, de la culture et de la recherche scientifique (chapitre 32, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 978-MFP du 31-12-73. — M. Dogbé Koffi Yves-Emmanuel, titulaire du doctorat de 3^e cycle en études africaines de l'université René Descartes à Paris (France) est, en attendant la publication du statut particulier des fonctionnaires de l'enseignement supérieur, nommé dans le cadre des professeurs de l'enseignement du second degré en qualité de professeur de 3^e classe 2^e échelon (catégorie A1 - indice 1450) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 5, paragraphe 1 du budget général).

Une bonification de 500 points d'indice est accordée à M. Dogbé en application des dispositions du décret n°73-163 du 18 septembre 1973.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 979-MFP du 31-12-73. — M. Tay Kodzo Abalo Emmanuel, titulaire de la licence, du diplôme de maîtrise et du certificat d'études approfondies de biologie végétale de l'université de Nancy I (France), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie A1 - indice 1450) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 5, paragraphe 3 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 980-MFP du 31-12-73. — M. Ouégnimoua Dovi Paul, qui a suivi le stage d'agent d'exploitation (niveau 2) et est en outre titulaire du diplôme de qualification spécialité haute fréquence (faisceaux hertziens) de l'office de radiodiffusion télévision française, est admis dans le corps

des fonctionnaires de la radiodiffusion en qualité de contrôleur technique de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie B - indice 850) et mis à la disposition du secrétaire d'Etat à la Présidence de la République chargé de l'information, de la presse, de la radiodiffusion et de la télévision (chapitre 28, article 4, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 981-MFP du 31-12-73. — MM. Eklou Koman Innocent et Agboté Yawovi Jubilé-René, titulaires du diplôme de qualification (niveau 2) du centre de formation professionnelle de l'office de radiodiffusion télévision française (O.R.T.F.), sont admis dans le corps des fonctionnaires de la radiodiffusion en qualité d'animateurs de programmes de 2^e classe 2^e échelon stagiaires (catégorie B - indice 850) et mis à la disposition du secrétaire d'Etat à la Présidence de la République chargé de l'information, de la presse, de la radiodiffusion et de la télévision (chapitre 28, article 4, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 982-MFP du 31-12-73. — M. Kpadénou Kodjovi Koulété Vincent, titulaire de la licence ès-sciences naturelles de l'école des sciences de l'université du Bénin, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 5, paragraphe 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 983-MFP du 31-12-73. — M. Ameganvi Comlan Michel, titulaire du certificat d'aptitude à la maîtrise d'éducation physique et sportive de l'institut national de la jeunesse et des sports d'Abidjan (République de Côte d'Ivoire), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de maître d'éducation physique et sportive de 3^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie B — indice 850) et mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports, de la culture et de la recherche scientifique (chapitre 32, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 984-MFP du 31-12-73. — M. Nyame Titus Jean-Berchmans, titulaire du certificat d'études supérieures de licence (L) section géographie, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1 - indice 1300) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 5, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 985-MFP du 31-12-73. — M. Mawuna Komi Antoine, titulaire du diplôme universitaire de technologie, commerce et gestion des entreprises de l'école supérieure de commerce et de gestion de l'université du Bénin, qui a en outre réussi à l'examen de 3^e année de commerce et gestion de l'école supérieure de techniques économique et de gestion, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur des collèges d'enseignement général de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 5, paragraphe 2 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 986-MFP du 31-12-73 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 321/MFE du 2 avril 1973 portant nomination.

M. Nanan Yamban Adolphe, titulaire du diplôme d'études supérieures de sciences économiques de l'université de Montpellier et du diplôme de l'école nationale des douanes de Neuilly, est admis dans le corps des fonctionnaires des douanes en qualité d'inspecteur de 2^e classe 2^e échelon (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8 article 10 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de deux (2) ans est accordée à M. Nanan pour ses services antérieurs à l'office des produits agricoles du Togo du 1^{er} septembre 1970 au 24 août 1973, en application des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

L'intéressé est élevé au 3^e échelon de son grade pour compter du 3 septembre 1973 (bonification épuisée.)

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 987-MFP du 31/12/73 — M. Lawson Boévi Siméon, titulaire d'un double certificat d'aptitude professionnelle (C.A.P.) maçonnerie et C.A.P. dessinateur en bâtiment), est admis dans le corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité de dessinateur-projecteur adjoint 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 8, paragraphe 2 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 988-MFP du 31/12/73 — M. Ohouko Thomas, titulaire du certificat d'aptitude pédagogique (C.A.P.) est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 989-MFP du 31-12-73 — Les candidats ci-dessous désignés sont admis comme suit dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général) :

Instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires

(catégorie C — indice 550)

Amegee Emmanuel, titulaire du B.E.P.C.

Badabo Abalo Bruno, titulaire du B.E.P.C.

Bruce K. Philippe, titulaire du B.E.P.C.

Amagli F. Jean, titulaire du B.E.P.C.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 990/MFP du 31/12/73 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 726/MFP du 8 avril 1971 portant nomination.

Mme Amega Théodora Bernice, née Eloh, titulaire du "general certificate of education" (ordinary level), du teacher's certificate "A" (C.A.P.), est admise dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'institutrice de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 750) pour compter du 15 février 1971 et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26 article 6 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 4 ans 6 mois est accordée à Mme Amega pour ses services antérieurs accomplis dans l'enseignement en République du Ghana de septembre 1964 à juin 1971 inclus, en application des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressée est reprise comme suit :

15-2-71 — institutrice de 2^e classe 1^{er} échelon + 4 ans 6 mois bonification

15-2-71 — institutrice de 2^e classe 2^e échelon + 2 ans 6 mois bonification

15-2-71 — institutrice de 2^e classe 3^e échelon + 6 mois bonification

15-8-72 — institutrice de 2^e classe 4^e échelon (bonification épuisée)

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 1/MFP du 3/1/74 — MM. Atta Mathieu et Atana Philippe, titulaires du certificat d'aptitude au monitorat (C.A.M.), sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteurs de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie D — indice 270) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 2-MFP du 3/1/74 — M. Kadjiki Tchamdé Jonathan, titulaire du B.E.P.C. et du certificat d'aptitude professionnelle (option maçonnerie), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de profes-

seur technique adjoint de 3^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie C — indice 600) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 3-MFP du 3/1/74 M. Dossou Niomi Hippolyte Romuald, titulaire du diplôme de fin d'études des cours supérieurs de formation professionnelle de 2^e degré de la régie du chemin de fer Abidjan-Niger, est admis dans le corps des fonctionnaires des chemins de fer et du wharf en qualité d'adjoint technique de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B-indice 750) et mis à la disposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications (budget annexe des chemins de fer du Togo — chapitre 1, article 4, paragraphe 1).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 4/MFP du 3/1/74 — M. Edoh Viho Boniface, admis à l'examen probatoire du baccalauréat de l'enseignement du second degré (série technique G3) est, en attendant la parution du statut particulier des fonctionnaires des finances et de l'économie, admis dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications (chapitre 1, article 2, paragraphe 1 du budget annexe des C.F.T.)

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 5/MFP du 3/1/74 — M. Zinsou Sénouvo Nestor, titulaire de la licence ès-lettres de l'université du Bénin (Lomé — Togo) et du certificat de maîtrise C2 d'esthétique théâtrale de l'institut d'études théâtrales de l'université de Paris est, en attendant la parution du statut particulier du personnel du ministère de la jeunesse, des sports de la culture et de la recherche scientifique, admis dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'administrateur civil de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) et mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports, de la culture et de la recherche scientifique (chapitre 32, art. 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 6-MFP du 3-1-74 — M. Ayivi Mensah Kovi Cosme, agent permanent de 5^e catégorie échelle D, titulaire du diplôme d'études techniques de journalisme du centre de formation des journalistes de la rue du Louvre à Paris (France), est admis dans le corps des fonctionnaires de la Radiodiffusion en qualité de journaliste de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie B-indice 850) et reste mis à la dis-

position du secrétaire d'Etat à la Présidence de la République chargé de l'information, de la presse, de la radiodiffusion et de la télévision (chapitre 28, article 5 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter du 2 septembre 1973.

Arrêté n° 7-MFP du 3-1-74 — M. Le Blond Raymond Chéau Alexandre, titulaire du diplôme de qualification (niveau 2) du centre de formation professionnelle de l'office de radiodiffusion télévision française (O.R.T.F.), est admis dans le corps des fonctionnaires de la radiodiffusion en qualité de contrôleur technique de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie B - indice 850) et mis à la disposition du secrétaire d'Etat à la Présidence de la République chargé de l'information, de la presse, de la radiodiffusion et de la télévision (chapitre 28, article 4, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 21-MFP du 8-1-74 — Les candidats ci-après désignés, sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeurs de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie A1 - indice 1300) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale :

Chapitre 26, article 5 — paragraphe 7 du budget général

Nubukpo K. Fidèle, titulaire du certificat d'études supérieures de licence (section anglais) et du certificat d'études supérieures de maîtrises (C1) de l'université du Bénin.

Chapitre 26, article 5, paragraphe 2 du budget général

Ama Komlan Martin, titulaire du certificat d'études supérieures de licence (section lettres modernes) et du certificat d'études supérieures de maîtrises (C 1) de l'université du Bénin.

Chapitre 26, article 5, paragraphe 5 du budget général

Latzoo Maxwell Marcellin, titulaire du certificat d'études supérieures de licence (section lettres modernes) et du certificat d'études supérieures de maîtrises (C 1) de l'université du Bénin ;

Amah Puis, titulaire du certificat d'études supérieures de licence (section lettres modernes) et du certificat d'études supérieures de maîtrises (C 1) de l'université du Bénin ;

Anthony K. Robinson, titulaire du certificat d'études supérieures de licence (section anglais) et du certificat d'études supérieures de maîtrises de l'université du Bénin ;

Galley Yawo Grégoire, titulaire du certificat d'études supérieures de licence (section géographique) et du certificat d'études supérieures de maîtrises (C 1) de l'université du Bénin.

Sédzro Komlan Kokou Paul, titulaire de la licence d'enseignement d'anglais de l'université de Caen (France).

Chapitre 26, article 5, paragraphe 4 du budget général

Péré Amouzou Alexis, titulaire du certificat d'études supérieures de licence (section lettres modernes) et du certificat d'études supérieures de maîtrises de l'université du Bénin ;

Bruce K. Basile, titulaire de la licence de sciences naturelles de l'université du Bénin ;

Dosseh M. Jean Jacques, titulaire du certificat d'études supérieures de licence (section géographie) et du certificat d'études supérieures de maîtrises (C1) de l'université du Bénin.

Chapitre 26, article 5, paragraphe 6 du budget général

Alpha Bernard, titulaire de la licence de sciences naturelles de l'université du Bénin.

Chapitre 26, article 5, paragraphe 2 du budget général

Agbeno Emmanuel, titulaire de la licence de sciences naturelles de l'université du Bénin.

Chapitre 26, article 5, paragraphe 7 du budget général

Sapa K. Jean, titulaire de la licence de sciences naturelles de l'université du Bénin.

Chapitre 26, article 8, paragraphe 1 du budget général

Adotévi B. Jonas, titulaire du certificat d'études supérieures de licence (section anglais) et du certificat d'études supérieures de maîtrises de l'université du Bénin.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Titularisations

Arrêté n° 968/MFP du 24/12/73 — Les instituteurs de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement ci-après désignés, admis à l'examen du certificat d'aptitude pédagogique (CAP) (session de l'année 1972), sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} janvier 1973 — A.C. : 1 an :

Paass Gilbert Benne:	Djondo K. Laurent
Nouve Atitso Antoine	Akila Agovi Joseph.

Les instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires du corps des fonctionnaires de l'enseignement ci-après désignés, admis à l'examen du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP) (session de l'année 1972), sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} janvier 1973 — A.C. : 1 an :

Adam Kokou Alexandre	Abdoulayi Kossi Bonaventure
Djondo Kouassi Louis	Assignon A. Honoré.

Arrêté n° 10-MFP du 4-1-74 — Les instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires du corps des fonctionnaires de l'enseignement ci-après désignés admis à l'examen du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP) (session de l'année 1972) sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} janvier 1973 — A.C. : 1 an :

Honkou Kesther	Ayewoanou Patrice
Kongo K. Antoine	Dossou Rose
de Souza Jeanne,	Agbenoko Amélie
née Toughui	Ollanlo Sylvain
Edorh Marie	Abekoe Jean-Baptiste
Tchibiakou J-Dieudonné	Pisso Fabien
Tomé Seth	Amidou Justin
Messan Séraphin	Fiadjigbe Seth
Awlime Philippe	Soule Mamah

Bossou Théodora
 Flindjo Bernadette
 Karba Benoît
 Codjo Fidèle
 Kpodo Siégward
 Limane Touré
 Kodjovi Emmanuel
 Toezim Rémy
 Pagnou Hubert
 Issifou Adam
 Abbey Joseph
 Ezzo Hermann
 Tsogbe Grégoire
 Figah Charles
 Atayi Irène
 Parkoo Gilbert
 Adankpo B. Nestor
 Minza Julius
 Sougoum Paul

Ajavon Angèle
 Adedje James
 Atake Monique
 Agtoh Nicodème
 Simala T. Gratien
 Kouigan K. Simon
 Amana T. Jules
 Noukpetor Bernard
 Kekeh Joseph
 Takou René
 Afanou Philomène
 Assoti Gérard
 Agbe Elie
 Djinakou K. Félix
 Assiah Christophe
 Abouzi Hubert
 Sossou Mathieu
 Kao Adi
 Fessou Eugène.

Les instituteurs-adjoints de 3^e classe 2^e échelon stagiaires du corps des fonctionnaires de l'enseignement dont les noms suivent, admis à l'examen du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP) (session de l'année 1972) sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} janvier 1973 — A.C. : 1 an :

Broohm A. Emmanuel
 Amevigbe K. Michel

Nesse Emmanuel
 Melounkpo Y. Gabriel

Arrêté n° 17-MFP du 7-1-74 — M. Komedja Kenneth, inspecteur de 2^e classe 2^e échelon stagiaire du corps des fonctionnaires des contributions directes, qui a accompli l'année réglementaire de stage est titularisé dans son emploi pour compter du 8 mai 1973 — A.C. : 1 an.

Arrêté n° 18-MFP du 7-1-74 — Les agents d'assiettes stagiaires ci-dessous désignés, appartenant au corps des fonctionnaires des contributions directes, qui ont accompli l'année réglementaire de stage sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} janvier 1973 — A.C. : 1 an :

Adjallah Mathias
 Arouna Mama

Johnson James.

Arrêté n° 19/MFP du 7/1/74 — Les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés, appartenant au corps de l'administration générale, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi dans les conditions suivantes — A.C. : 1 an :

Cadre des administrateurs civils (catégorie A1)

Au titre de l'année 1972

Pour compter du 1^{er} juillet 1972

Tay Alphonse, administrateur civil de 2^e classe 2^e échelon

Pour compter du 11 juillet 1972

d'Almeida Ayité Raymond, administrateur civil de 2^e classe 1^{er} échelon

Pour compter du 12 juillet 1972

Ayih Kangni Gabriel, administrateur civil de 2^e classe 1^{er} échelon

Pour compter du 1^{er} septembre 1972

Appoh Kodjo Joffre, administrateur civil de 2^e classe 1^{er} échelon

Pour compter du 1^{er} octobre 1972

Pomevor Adolphe, administrateur civil de 2^e classe 1^{er} échelon

Pour compter du 30 décembre 1972

Sossah Innocent, administrateur civil de 2^e classe 1^{er} échelon

Au titre de l'année 1973

Pour compter du 3 janvier 1973

Adjoyi Koffi William, administrateur civil de 2^e classe 1^{er} échelon

Pour compter du 24 janvier 1973

Tossou Ayao Bertin, administrateur civil de 2^e classe 1^{er} échelon

Pour compter du 1^{er} mars 1973

Goka Kouami Mensah Eben-Ezer, administrateur civil de 2^e classe 2^e échelon

Pour compter du 27 mars 1973

Mensah Akouété Cosmas, administrateur civil de 2^e classe 1^{er} échelon

Pour compter du 30 juin 1973

Agbobli Edo Maurille, administrateur civil de 2^e classe 2^e échelon

Pour compter du 1^{er} août 1973

Lawson Elliot Magnus, administrateur civil de 2^e classe 1^{er} échelon

Cadre des attachés d'administration (catégorie A2)

Au titre de l'année 1972

Pour compter du 10 août 1972

Amorin Elisabeth, née Dzoko-Amados, attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon

Pour compter du 16 septembre 1972

Kumassi Komlan Vasco, attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon

Pour compter du 28 septembre 1972

Gaba Moïse, attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon

Pour compter du 1^{er} décembre 1972

Dossou Kohovi Grégoire, attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon

Konou Kossi Raphaël, attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon

Pour compter du 13 décembre 1972

Doh Marie Salomé, attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon

Au titre de l'année 1973

Pour compter du 6 janvier 1973

Bessi Kama Joseph, attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon

Pour compter du 2 mai 1973

Amah Gnassigbé Jérôme, attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon

Pour compter du 1^{er} septembre 1973

Akoussah Ameyo Patience, attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon

Pour compter du 5 novembre 1973

Palanga Mayé Joachim, attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon

Pour compter du 19 novembre 1973

Kérim Abdoul-Aziz, attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon.

Arrêté n° 20-MFP du 7-1-74 — Les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés, appartenant au corps de l'administration générale, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi dans les conditions suivantes.- A.C. : 1 an :

Cadre des secrétaires d'administration (catégorie B)

Au titre de l'année 1972

Pour compter du 1^{er} janvier 1972

Galley K. Christophe, secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon

Pour compter du 16 mars 1972

Doh Kokou A'raham, secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon

Pour compter du 9 août 1972

Afantchawo Micheline, secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon

Pour compter du 3 septembre 1972

Amoussi Lité Romain, secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon

Pour compter du 3 décembre 1972

Dorcis Eugène Kpanzou Philippe
Akado Komivi Cadassou Juste
secrétaires d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon

Pour compter du 20 décembre 1972

Schuppis Eugénie, née Botsoe, secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon

Au titre de l'année 1973

Pour compter du 3 juillet 1973

Kao Biguilihoé Pierre, secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon

Pour compter du 1^{er} septembre 1973

Kwadjosse Ida Aghate Paule, secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon

Cadre des adjoints administratifs (catégorie C)

Au titre de l'année 1969

Pour compter du 1^{er} novembre 1969

Tchabana Mamadou, adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon

Au titre de l'année 1970

Pour compter du 1^{er} octobre 1970

Akouété Têvi Blaise Afandalor Théophile
Amekoudi Jérôme

adjoints administratifs de 2^e classe 1^{er} échelon.

Au titre de l'année 1971

Pour compter du 7 juillet 1972

Bissari Gnassingbé Christophe, adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon

Pour compter du 14 juillet 1971

Kodjo Philomène, née Nyaku, adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon

Pour compter du 1^{er} septembre 1971

Mable Anne, née Nyaku Ekpe Félicia, née Akakpo
adjoints administratifs de 2^e classe 1^{er} échelon

Au titre de l'année 1972

Pour compter du 1^{er} juillet 1972

Mensah Edoé Daniel, adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon

Pour compter du 21 juillet 1972

Dorkenoo Massan Célestine, adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon

Pour compter du 1^{er} octobre 1972

d'Almeida Francine Marcelle

Wilson Spencer

Tossoukpe Félix

Assiongbon Kagni René

Kudadje Kpoti Vincent

Amega Georgette

Fiamon Adjoa Marie

Gagli Maurice

David Firmin Grégoire

Bonfoh Dénétou

Lemou Kpohou Badang Vincent

Ayeva Fatou, née Barry

Djaba Zakary

Bontiyere L. Justin

Kolani T. Michel

Kolka Laré Antoine

Tchemba Azouma Lali

Honkou Marie-Thérèse, née Sambiani

Titipo K. Marguerite

adjoints administratifs de 2^e classe 1^{er} échelon.

Pour compter du 4 novembre 1972

Madjori Kayi Eléonore Marie, adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon

Au titre de l'année 1973

Pour compter du 8 janvier 1973

Somoko Yawa Brigitte, adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon.

Passage automatique d'échelon

Décision n° 49-MFP du 7-1-74. — Est et demeure rapportée en ce qui concerne M. Boukari Alassani, adjoint technique de 2^e classe 3^e échelon du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, la décision n° 1102-MFP du 14 août 1973 constatant passage automatique d'échelon.

Détachement

Arrêté n° 967-MFP du 24-12-73 — M. Abaglo Eugène, inspecteur de 1^{ère} classe 2^e échelon du corps des fonctionnaires des contributions directes est placé dans la position de service détaché auprès du groupement togolais d'assurances.

Pendant la durée du détachement les émoluments de M. Abaglo seront à la charge du budget du groupement togolais d'assurances.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue de pension de 6 o/o.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1974.

Disponibilité

Arrêté n° 8-MFP du 4-1-74 — M. Adekplovie K. Félix, inspecteur de 2^e classe 4^e échelon du corps des fonctionnaires des douanes est placé, sur sa demande, dans la position de disponibilité sans traitement pour une période d'un an, à compter du 1^{er} janvier 1974, conformément aux dispositions de l'article 95-b de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968.

Absences irrégulières

Décision n° 1859-MFP du 24-12-73 — est constatée pour compter du 17 septembre 1973, l'absence irrégulière de son poste de Mlle Amayi Angèle, institutrice-adjointe de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement, en service à l'école primaire publique de Lama-Tessi.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressée n'aura droit à aucun traitement.

Décision n° 1866-MFP du 24-12-73. — Est constatée pour compter du 17 septembre 1973, l'absence irrégulière de son poste de Mlle Amayi Angèle, institutrice-adjointe de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement, en service à l'école primaire publique de Zowla (Anécho).

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Décision n° 1867-MFP du 24-12-73. — Est constatée pour compter du 17 septembre 1973, l'absence irrégulière de son poste de M. Kouevindjin Nicolas, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonction-

naires de l'enseignement, en service à l'école publique d'Animagna (Anécho).

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Décision n° 52-MFP du 8-1-74 — Est constatée pour compter du 10 octobre 1973, l'absence irrégulière de son poste de M. Gassihoun Yaovi Lucien, infirmier d'Etat de 2^e classe 4^e échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique, en service au centre hospitalier universitaire de Lomé.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Radiation

Arrêté n° 24/MFP du 8/1/74 — M. Salifou T. Zakari, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire, est rayé des effectifs du personnel de l'enseignement pour compter du 12 novembre 1973 pour abandon de poste.

Suspension de fonctions

Arrêté n° 22/MFP du 8/1/74 — M. Boukari Aminou Anchialos, instituteur-adjoint de 3^e classe 4^e échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, en service à l'école publique de Kéto, en instance de comparution devant le conseil de discipline, est suspendu de ses fonctions.

Pendant la suspension l'intéressé n'aura droit qu'à la moitié de sa solde augmentée des allocations à caractère familial.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de sa notification à l'intéressé.

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 8/1/74 à l'année n° 960/MFP du 17 décembre 1973 portant nomination.

Les candidats dont les noms suivent, titulaires du diplôme du centre national de formation sociale sont, en attendant la publication du statut du personnel des affaires sociales, admis comme suit, dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale et mis à la disposition du ministre de la santé publique et des affaires sociales (chapitre 24, article 6 du budget général) :

Adjoints administratifs de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires
(catégorie C — indice 550)

Au lieu de :

Akotan Issa Mahadiou

Lire :

Okotan Issa Mahadiou

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 14/12/73 à la décision n° 1510/MFP du 22 octobre 1973 constatant passage automatique d'échelon.

Est constaté au titre du deuxième semestre 1973 et pour compter des dates ci-après, le passage à l'échelon supérieur de leur grade des fonctionnaires du corps médical et technique de la santé publique dont les noms suivent :

Cadre des agents techniques (catégorie B)

Au lieu de :

Au 3^e échelon du grade d'agent technique de 2^e classe

1-7-73 — Ahianor Confort, agent technique de 2^e classe 3^e échelon (ancienneté épuisée)

1-12-73 — Kabraitema Bruno, agent technique de 2^e classe 3^e échelon (ancienneté épuisée).

Cadre des agents techniques (catégorie B)

Lire :

Au 3^e échelon du grade d'agent technique de 2^e classe

1-7-73 — Ahianor Confort, agent technique de 2^e classe 2^e échelon (ancienneté épuisée)

1-11-73 — Kabraitema Bruno, agent technique de 2^e classe 2^e échelon (ancienneté épuisée).

Le reste sans changement.

**MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS,
DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES
ET TELECOMMUNICATIONS**

ARRETE N° 1/MTP/PT du 4 janvier 1974 fixant le taux forfaitaire mensuel d'indemnité à payer aux agents téléphonistes du réseau des chemins de fer du Togo, en service à Lomé-Gare.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise ;

Vu le décret n° 67-97 du 14 avril 1967 portant organisation et attributions de la direction du service des postes et télécommunications ;

Sur proposition du directeur des postes et télécommunications,

ARRETE :

Article premier — Les agents téléphonistes du réseau des chemins de fer du Togo, en service à Lomé-Gare, percevront une indemnité mensuelle de 2.000 francs à répartir entre les agents et payable trimestriellement sur les crédits de fonctionnement du service des postes et télécommunications.

Art. 2 — Le présent arrêté, applicable pour compter du 1^{er} novembre 1973, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 4 janvier 1974

A. Mivédor

**MINISTERE DU COMMERCE
ET DE L'INDUSTRIE**

ARRETE INTERMINISTERIEL N° 1/MCI/MTP du 10 janvier 1974 fixant les prix de vente du ciment.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967 portant réglementation des prix et des circuits de distribution, notamment en ses articles 2 et 5.

ARRETEMENT :

Article premier — Les prix de vente à Lomé du ciment fabriqué au Togo sont fixés comme suit :

Prix de gros : 10.750 francs la tonne

Prix de détail : 11.000 francs la tonne soit

550 francs le paquet de 50 kgs.

Art. 2 — Les prix de vente à l'intérieur du pays seront majorés uniquement des frais de transport.

Art. 3 — L'inobservation des dispositions du présent arrêté est passible des peines prévues à l'article 17 de l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967.

Art. 4 — Les fonctionnaires désignés à l'article 17 de l'ordonnance ci-dessus visée sont chargés de l'application du présent arrêté.

Art. 5 — Le présent arrêté, qui sera rendu immédiatement exécutoire par voie d'affichage dans les locaux des circonscriptions administratives, postes et télécommunications et postes de douanes, sera publié au *Journal officiel* et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse et radio.

Lomé, le 10 janvier 1974

Le ministre du commerce et de l'industrie,

J. Tèvi

Le ministre des travaux publics, des mines, des transports, des postes et télécommunications,

A. Mivédor

ARRETE N° 74/MCI/DC du 15 janvier 1974 portant blocage des prix de vente des produits et des marchandises.

LE MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967 portant réglementation des prix et des circuits de distribution,

ARRETE :

Article premier — A compter de la date de signature du présent arrêté, les prix de vente en gros, et de détail de tous produits et marchandises, d'importation ou de fabrication locale, ainsi que les prix des services sont bloqués au niveau qu'ils ont atteint, à la date du 13 janvier 1974.

Art. 2 — Toutefois des dérogations peuvent être accordées sur présentation de pièces justificatives par suite de hausses enregistrées dans les éléments du prix de revient.

Art. 3 — Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967.

Art. 4 — Les fonctionnaires désignés à l'article 17 de l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967 sont chargés de l'application du présent arrêté.

Art. 5 — Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions contraires sera rendu immédiatement exécutoire par voie d'affichage dans les locaux de circonscriptions administratives, postes et télécommunications, postes de douanes, sera publié au *Journal officiel* et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse et radio.

Lomé, le 15 janvier 1974

J. TEVI

SECRETARIAT D'ETAT A LA PRESIDENCE CHARGE DU PLAN

Autorisation de paiement

Décision n° 35/SEPP/SFCEP du 24/12/73. — Est autorisé le paiement en faveur de l'église évangélique du Togo au compte ouvert au nom de son trésorier à la BIAO à Lomé sous le numéro 35.400.029 z, de la somme de un million (1.000.000) de francs cfa au titre de la participation de l'Etat aux travaux d'aménagement et d'extension du dispensaire de Farande (circonscription administrative de Pagouda).

La dépense est imputable au budget d'investissement 1973, titre IV, chapitre 4, article I, paragraphe I, rubrique A.

MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

ARRETE N° 1/MER-DGER du 15 janvier 1974 portant institution de la carte d'identité professionnelle pour les agents du service de la protection des végétaux.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE RURALE,

Vu l'ordonnance n° 17 du 7 septembre 1972 réglementant l'organisation de la protection des végétaux au Togo ;

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles ;

Sur proposition du chef de service de la protection des végétaux,

ARRETE :

Article premier — Il est institué une carte d'identité professionnelle délivrée par le ministre de l'économie rurale aux agents de la protection des végétaux chargés de l'inspection phytosanitaire.

Art. 2 — La carte d'identité confère à son porteur le droit d'accès en tous lieux d'inspection phytosanitaire.

Art. 3 — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 15 janvier 1974

D. S. Fofana

ARRETE N° 2/MER. du 15 janvier 1974 portant conditions d'introduction sur le territoire national des végétaux et matières végétales.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE RURALE,

Vu l'ordonnance n° 17 du 7 septembre 1972 réglementant l'organisation de la protection des végétaux au Togo ;

Vu les recommandations du conseil phytosanitaire interafricain notamment la législation coordonnée interafricaine ;

Sur proposition du chef de service de la protection des végétaux,

ARRETE :

Article premier — L'introduction sur le territoire national des plantes et matières végétales est soumise à la réglementation phytosanitaire dont les conditions sont définies dans le répertoire en annexe.

Art. 2. — Il est institué aux points d'entrée des plantes et matières végétales au Togo (port, aéroport, postes frontières, bureaux des P.T.T.) une inspection phytosanitaire dont le but est d'éviter l'introduction sur le territoire national des ennemis des cultures agricoles.

Art. 3 — Le présent arrêté, qui est pris en application de l'ordonnance n° 17 du 7 septembre 1972, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 15 janvier 1974

D. S. Fofana

DIVERS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Dépôts de médicaments

Arrêté n° 214/PR/MSPAS du 20/12/73 — M. Logossou Tèko Paul, demeurant à Lomé — Tokoin Gbadago, est autorisé dans les conditions fixées par le décret n° 55-112 du 16 août 1955 et le décret n° 59-82 du 11 mai 1959 modifiant le décret n° 57-80 du 23 juillet 1957, à ouvrir à Sanguéra (circonscription administrative de Lomé) un dépôt de remèdes officinaux de drogues simples non toxiques et de spécialités conformément aux prescriptions des décrets sus-visés.

Gérant du dépôt : M. Logossou Tèko Paul.

Arrêté n° 215/PR/MSPAS du 20/12/73. — M. Adansou Anani, demeurant à Gamé, est autorisé dans les conditions fixées par le décret n° 55-112 du 16 août 1955 et le décret n° 59-82 du 11 mai 1959 modifiant le décret n° 57-80 du 23 juillet 1957, à ouvrir à Gamé (circonscription administrative de Tsévié), un dépôt de remèdes officinaux de drogues simples non toxiques et de spécialités conformément aux prescriptions des décrets sus-visés.

Gérant du dépôt : M. Adansou Anani.

MINISTERE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCAUX

Libération conditionnelle

Arrêté n° 26-MJ du 26/12/73. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé à M. Allaglo Nouwozan Améganvi Thomas, né vers 1919 à Agoé-Nyivé (circonscription de Lomé), fils de Allaglo Passah et Soameto Akaglan, togolais, ex-conseiller technique agricole à l'office des produits agricoles du Togo, demeurant et domicilié à Lomé, 159, boulevard circulaire, condamné le 13 décembre 1971 par la cour d'assises à cinq ans de réclusion pour recel qualifié.

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 492-MFE-CR du 31-12-73. — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Wilson B. Augustin, contremaître principal 2^e échelon des travaux publics du Togo en retraite, une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale deux cent soixante huit mille huit cent soixante douze (268.872) francs pour compter du 1^{er} décembre 1973 au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Aldjeté, né le 12 septembre 1950

Nicole, née le 3 avril 1953

Messan, né le 6 novembre 1953.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à vingt six mille huit cent quatre vingt huit (26.888) francs pour compter du 1^{er} décembre 1973.

Arrêté n° 493/MFE/CR du 31/12/73 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Mabudu Albert, agent de constatation de 1^{re} classe 3^e échelon des douanes en retraite, une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale trois cent cinq mille quatre cent quatre vingt quatre (305.484) francs pour compter du 1^{er} novembre 1973 au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Espoir, née le 14 juillet 1949

Edmond, né le 16 novembre 1952

Conforte, née le 10 avril 1955.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à trente mille cinq cent quarante huit (30.548) francs pour compter du 1^{er} novembre 1973.

Arrêté n° 494-MFE-CR du 31-12-73 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 160/MFEP/CR du 23 juin 1971 portant concession d'une pension militaire à M. Assih Jacques,

sergent chef de 2^e échelon n° mle 27.120 du corps du personnel du 1^{er} régiment interarmes togolais en retraite.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} juin 1973.

Arrêté n° 495/MFE/CR du 31/12/73 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 74%) au montant annuel de trois cent quatre vingt dix huit mille neuf cent vingt huit (398.928) francs payable comme suit :

— Cent vingt et un mille neuf cent soixante quatorze (121.974) francs sur les fonds de l'Etat français pour compter du 1^{er} novembre 1961 ;

— Deux cent soixante seize mille neuf cent cinquante six (276.956) francs sur les fonds de la caisse de retraites du Togo pour compter du 1^{er} juillet 1973 est accordée à M. John Ayi Ignacio, adjudant chef 3^e échelon n° mle 029 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 1.200) admis à la retraite.

M. John Ayi Ignacio pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1973 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Dieudonné, né le 14 octobre 1959

Parfait, né le 5 juillet 1961

Clément, né le 25 novembre 1962.

Arrêté n° 496/MFE/CR du 31/12/73 — La pension pour ancienneté concédée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Doutama Djétely Michel, brigadier chef 1^{er} échelon du corps du personnel des douanes du Togo, admis à la retraite est révisée et fixée au taux de 70 o/o des émoluments de base correspondant à l'indice 550 pour compter du 1^{er} janvier 1972.

Le montant annuel de la nouvelle pension est fixé à cent soixante douze mille neuf cent soixante (172.960) francs pour compter du 1^{er} janvier 1972.

M. Doutama Djétely Michel pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1972 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2^e au 9^e rang) ci-après désignés :

Yao, né le 5 septembre 1952

Nakpane, né le 12 novembre 1953

Komlan, né le 3 avril 1956

Kossiwa, née le 21 avril 1957

Gnandi, né le 8 août 1959

Akoua, née le 2 août 1961

Ayawovi, née le 24 mai 1962

Esthère, née le 3 septembre 1971.

Les sommes perçues par l'intéressé en application de l'arrêté n° 952/MFE/CR du 24 février 1972 seront déduites des arrérages de la nouvelle pension fixée par le présent arrêté.

Arrêté n° 497/MFE/CR du 31/12/73 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 80%) au montant annuel de deux cent quatre vingt sept mille cinq cent seize (287.516) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kangni Ekoué Joseph, agent de consta-

tation de 1^{ère} classe 2^e échelon du corps du personnel des douanes du Togo (indice 800) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} octobre 1973.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kangni Ekoué Joseph pour compter du 1^{er} octobre 1973 une majoration pour famille nombreuse au taux de 20 o/o de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Léontine, née le 22 avril 1946
Marie-Thérèse, née le 10 mars 1949
Antoinette, née le 5 janvier 1952
Romuald, né le 6 février 1955
Michel, né le 5 mai 1957.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cinquante sept mille cinq cent quatre (57.504) frs pour compter du 1^{er} octobre 1973.

M. Kangni Ekoué Joseph pourra prétendre, pour compter du 1^{er} octobre 1973 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6^e au 12^e rang) ci-après désignés :

Léonide, née le 23 avril 1958
Colette, née le 5 mars 1959
Lazarre, né le 2 septembre 1960
Benoit, né le 25 mars 1964
Jeanne, née le 26 juin 1964
Victor, né le 29 avril 1964
Pascaline, née le 7 avril 1966.

Arrêté n° 498/MFE/CR du 31/12/73 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Baguere Oualime (née Gbande), épouse de M. Baguere N'Lebé ex-soldat de 1^{re} classe 5^e échelon n° mle 52-987-20.139 (indice 420, pourcentage 34 o/o) décédé à Nuatja le 20 novembre 1972, une pension de veuve au taux annuel de trente deux mille soixante seize (32.076) francs pour compter du 3 décembre 1972.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelin fixée à six mille quatre cent seize (6.416) francs l'an pour compter du 3 décembre 1972 à chacun des orphelins ci-dessous dénommés :

Noufo, née le 12 décembre 1961
Hélène, née le 31 juillet 1964
Antoinette, née le 7 septembre 1965
Ignace, né le 17 novembre 1967
Tidoki, née le 27 avril 1970
Angèle, née le 27 janvier 1972.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux orphelins ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de M. N'Deman Boumouen Jean, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Caisse d'avance

Arrêté n° 504/MFE/FA du 31/12/73 — Il est créé auprès du service de la météorologie nationale du Togo, une caisse d'avance pour les menues dépenses de ce service.

Le montant de l'avance susceptible d'être consentie au régisseur est fixé à cinquante mille (50.000) francs renouvelable dans les formes réglementaires.

Membres de vérification d'encaisse

Décision n° 1375/MFE/FA du 26/12/73 — M. Bedou Benoit, administrateur-civil principal 2^e échelon directeur des finances de la République togolaise, est désigné pour vérifier la situation de la caisse et le porte-feuille de la trésorerie du Togo, le 31 décembre 1973 après la clôture des opérations de la journée.

Sont désignés pour procéder le 31 décembre 1973 après la clôture des opérations de la journée, à la vérification des encaisses :

du receveur des postes et télécommunications

M. N'Guissan François, inspecteur du trésor de 2^e classe 2^e échelon, directeur-adjoint des finances.

du receveur des domaines et de l'enregistrement

M. Adorgloh Raphaël, administrateur civil de 2^e classe 4^e échelon, directeur du contrôle financier.

de l'agent comptable intermédiaire du service des travaux publics

M. Misséou Emmanuel, secrétaire d'administration principal 3^e échelon, chef de la section de la dette publique.

de la caisse centrale du chemin de fer

M. Alandou Dovi, adjoint administratif principal de classe exceptionnelle, chef de la section ordonnancement et des dépenses engagées.

des agents spéciaux, agents intermédiaires de la subdivision de Lomé et gérants des bureaux des postes et téléphones

Les chefs de circonscriptions administratives.

Des procès-verbaux de vérification seront établis en triple exemplaire dans les formes réglementaires habituelles par les fonctionnaires désignés ci-dessus et transmis au ministère des finances et de l'économie (direction des finances-apurement).

Membres des comités de gestion de la S.N.I.F.A.

Arrêté n° 505/MFE du 31/12/73 — Sont nommés membres du comité de gestion du fonds national d'investissement :

Cdt Lawson Merlaud	MM. Grunitzky Otto
MM. Adra Grégoire	Houénassou Pascal
Dagadzi Barnabé	Kabassema Urbain
Djabaku Albert	Kankarti Sylvestre
Etsi Emile	N'guissan François
Gbadamassi Lamidi	

Sont nommés membres du comité de gestion du fonds national d'amortissement de la dette publique :

MM. Amah Séverin	Eklu Paulin
Anadé Adabi Akpo André	Fadjara Baba
Bedou Benoît	Valet Roger
Edorh François	

Sont nommés membres du comité de gestion du fonds de garantie des crédits aux entreprises togolaises :

MM. Abdoulaziz Kérim	MM. Mazina Pierre
Akpama Abel	Peteou Akizi Martin
Djomedé Ferdinand	Savi de Tove Guido
Johnson Clarence	Wilson Charlemaïne
Mankoubi Bawa	

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Régisseur de caisse d'avance

Décision n° 1350-MFE-FA du 19-12-73 — M. Limdo Banla Yaya, comptable 4^e catégorie échelle A est nommé régisseur de la caisse d'avance créée auprès du cabinet du ministère du commerce et de l'industrie, en remplacement de M. Amesse Anani Emmanuel.

Terrains domaniaux

Arrêté n° 501/MFE/DOM du 31/12/73 — Il est affecté au ministère de la santé publique et des affaires sociales pour servir à l'implantation d'un centre d'observation pour mineurs l'immeuble domanial de vingt de x hectares dix ares trente quatre centiares (22h.10a. 3'ca.) situé à Ago é-vé-Cacavelli.

Le ministère de la santé publique et des affaires sociales devra obtenir les autorisations réglementaires avant d'entreprendre tous travaux de construction sur ledit immeuble.

Le receveur des domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n° 502/MFE/DOM du 31/12/73 — Le permis d'occupation temporaire du terrain domanial de 473 m² situé à Assahoun dont le plan ci-joint est accordé à M. Ahanogbe K. Etienne, surveillant d'agriculture à l'inspection agricole de Lomé.

Les conditions d'occupation de ce terrain sont contenues dans le cahier des charges annexé au présent arrêté.

Le chef de la circonscription administrative de Tsévié et le receveur des domaines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Rôles

Arrêté n° 499/MFE/AI du 31/12/73 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1973 ci-après :

BUDGET GENERAL

190 Tsévié Taxe progressive	11.675	
Anécho Taxe progressive	68.445	
Vogan Taxe progressive	12.575	
Tabligbo Taxe progressive	7.670	
		100.365
191 Palimé Taxe progressive	37.005	
Atakpamé Taxe progressive	217.161	
Akposso Taxe progressive	5.217	
		259.383
192 Sotouboua Taxe progressive	6.060	
Sokodé Taxe progressive	78.995	
Bafilo Taxe progressive	1.280	
Bassari Taxe progressive	9.420	
Pagouda Taxe progressive	2.390	
Mango Taxe progressive	28.384	
Dapango Taxe progressive	31.410	
		157.939
		517.687

Arrêté n° 500-MFE/AI du 31/12/73. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1973 ci-après :

BUDGET GENERAL

184 Lomé Taxe progressive	109.920	
Taxe progressive (C.F.)	745.012	
		854.932
185 Lomé F.N.I.		130.857
186 Lomé F.N.I.		1.748.445

COMPTE HORS-BUDGET 112-36

184 Lomé Amendes de retard	449.665	
		3.183.899

BUDGET COMMUNAL

184 Lomé Taxe civique	82.200	
185 Lomé T.V.L.	968.138	
T.V.V.	3.000	
T.V.	923.146	
		1.894.284
186 Lomé T.V.L.	2.440.637	
T.V.	2.353.282	
		4.793.919
		6.770.403
		9.954.302

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élève à la somme de neuf millions neuf cent cinquante quatre mille trois cent deux francs est fixée au 9 novembre 1973.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Brevet d'études de chef de chantier

Décision n° 50/MT/FP du 8/1/74 — sont déclarés admis à l'examen du brevet d'études de chef de chantier pour les travaux publics et les techniques industrielles ins-

titué par l'arrêté n° 104/MTAS/FP. du 5 mars 1970, les candidats dont les noms suivent:

Koffi Michel	Evedji Charles
Salifou Alassani	Akata Amino Alfred.

**MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS,
DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES
ET TELECOMMUNICATIONS**

Approbation d'un projet de lotissement

Arrêté n° 41/MTP/TP/AAU du 21/12/73 — Est approuvé, tel qu'il est annexé au présent arrêté, le plan de lotissement des terrains, appartenant à MM. David T. Tempson TF 857 RT et Joseph Aduayi TF 87 sis à Anécho, quartier Nlessi.

Le chef du service des domaines, le chef du service topographique et le maire de la commune d'Anécho sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

NECROLOGIE

Le ministre du travail et de la fonction publique a le regret de faire part du décès de:

Mme Sessi Pauline (née Raven), infirmière adjointe 1^{er} échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique, survenu le 29 novembre 1973 au centre hospitalier et universitaire de Lomé;

M. Anifrani Godfroid, contremaître adjoint 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires des travaux publics, survenu le 2 décembre 1973 à Atakpamé ;

M. Amadou Koffi Daniel, dessinateur projecteur 3^e échelon du corps des fonctionnaires des travaux publics survenu le 19 décembre 1973 au centre hospitalier et universitaire de Lomé;

M. Aholo Paul, inspecteur de 2^e classe 3^e échelon du corps des fonctionnaires des contributions directes survenu le 11 décembre 1973 à Dayes Elavagnon (circonscription administrative de Klouto) ;

M. Ouradei Joseph, professeur de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement survenu le 15 décembre 1973.

